

**CONSEIL MUNICIPAL
ATTRIBUTIONS
DELEGATIONS AU MAIRE**

Annexe à la délibération N° 2024-589

Du CM 24 du 02.04.2024

Le Maire,

Yves GOASDOUE

TABLEAU RECAPITULATIF

DELEGATION	OBJET	ENONCE (article 2122-22)	LIMITES . légales ou . librement fixées par le Conseil
1	PROPRIETES COMMUNALES Affectation	D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales	
2	TARIFS Fixation	De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées	Possibilité de créer un nouveau tarif à raison de son intérêt pour la commune. Ce tarif sera proposé pour approbation au plus proche Conseil Municipal suivant son adoption.
3	EMPRUNTS Réalisation	Procéder, dans les limites fixées par le Conseil Municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a) de l'article L 2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.	<u>Cf délibération n°2023-477 du 19.06.2023</u>
4	MARCHES ADAPTES	De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget	Possibilité de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres pour les marchés publics et accords-cadres lancés selon une procédure adaptée et une procédure sans publicité ni mise en concurrence ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget
5	LOUAGE DE CHOSES	De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.	Durée au plus égale à 12 ans
6	ASSURANCES	De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes.	Néant
7	REGIES COMPTABLES	De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux.	
8	CIMETIERE	De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières.	
9	DONS ET LEGS	D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.	Ni conditions, ni charges
10	CESSIONS MOBILIERES	De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros.	Valeur maximale : 4 600 €

11	HONORAIRES	De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts.	
12	OFFRES D'EXPROPRIATION	De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes.	Estimation des Domaines à plus ou moins 10 %
13	CREATION DE CLASSES	De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement.	
14	ALIGNEMENTS	De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme.	
15	DROIT DE PREEMPTION	D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal.	Sur tout le territoire de la commune et sans limitation de montant
16	ACTIONS EN JUSTICE	D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus.	Devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire : a) autorisation de DEFENDRE aussi bien les intérêts de la ville que ceux des agents communaux pouvant être impliqués dans l'exercice de leurs fonctions (dans le cadre de l'article 11 de la loi n° 83.634 du 13.07.83 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires) b) autorisation d'INTENTER toute action en justice dès lors qu'elle a pour objet la préservation du patrimoine communal ou de l'environnement. Cette autorisation comprend la faculté de constitution de partie civile, et ce en première instance, en appel ou en cassation
17	VEHICULES MUNICIPAUX Accidents	De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal.	Montant des dommages n'excédant pas 15 000 €
18	ACTIONS D'UN ETABLISSEMENT FONCIER PUBLIC LOCAL	De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local.	Néant
19	APPLICATION DES ARTICLES L 311-4 (4^{ème} alinéa) et L 332-11-2 (3^{ème} alinéa) du Code de l'Urbanisme	De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.	Néant

20	LIGNES DE TRESORERIE	De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal.	Cf délibération n°2023-477 du 19.06.2023
21	DROIT DE PREEMPTION (périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité)	D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code	Sur tout le territoire de la commune et dans toutes les hypothèses fixées par les textes.
22	APPLICATION DES ARTICLES L.240-1 et suivants du code de l'urbanisme	D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal	Sur tout le territoire de la commune et dans toutes les hypothèses fixées par les textes.
26	DEMANDES DE SUBVENTIONS AUPRES D'ORGANISMES FINANCEURS	De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions	Toutes subventions, de fonctionnement ou d'investissement, quels que soient la nature de l'opération et le montant prévisionnel de la dépense subventionnable.
27	DEPOT DE DEMANDES D'AUTORISATIONS D'URBANISME	De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux	Dépôt de toutes demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux
30	ADMISSION EN NON VALEUR DES TITRES DE RECETTES	Admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à un seuil fixé par délibération du conseil municipal, qui ne peut être supérieur à un seuil fixé par décret.	Admission en non-valeur de toutes catégories de titres de recettes, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à 100 €